



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU LUNDI 13 OCTOBRE 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Protection et Valorisation de
l'Environnement

L'an deux mille quatorze le treize octobre à dix huit heures, *le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la
délibération:

**SPANC - Aide de
l'Agence de l'eau
aux particuliers -
Convention de
mandat**

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, LEGRAIEN Françoise, LEROUX Florence, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SENES Sylvain, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉS :

Liliane BOYER pouvoir à Françoise LEGRAIEN, Fabien MATRAS pouvoir à Laure REIG, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Max CARZOLI pouvoir à Nathalie GONZALES, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Alain HAINAUT pouvoir à Grégory LOEW, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Francine REGAZZETTI pouvoir à Alain PARLANTI, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, David SONNEVILLE pouvoir à Florence LEROUX

ABSENT :

MARCEL Frédéric

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mademoiselle Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Raymond GRAS

17 OCT. 2014

Transmis le :

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 17 OCT. 2014

Par délibération n°2003.24 du 27 mars 2003, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a créé le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) avec pour mission le contrôle à la conception et à la réalisation des installations d'assainissement autonome neuves, le diagnostic et le contrôle du bon fonctionnement des installations existantes.

Dans le cadre de son dixième programme 2013-2018, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse a décidé de poursuivre l'aide au financement des réhabilitations d'installations d'assainissement non collectif.

Ces aides ne peuvent être directement versées par l'Agence de l'Eau aux particuliers, et doivent transiter par la collectivité compétente en matière d'assainissement non collectif. La collectivité intervient alors en tant qu'organisme mandataire (administratif et financier) des participations financières de l'Agence de l'eau afin d'en faire profiter les maîtres d'ouvrages privés.

Une convention de mandat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Communauté d'Agglomération doit ainsi être préalablement signée. Elle a pour objet de définir le mandat donné par l'Agence de l'eau à la CAD pour assurer l'attribution et le versement des aides de l'agence aux particuliers maîtres d'ouvrages sollicitant une subvention dans le domaine de la réhabilitation de l'assainissement non collectif.

Cette convention de mandat jointe en annexe précise notamment :

- La qualité des bénéficiaires des aides : particuliers, collectivité maître d'ouvrage d'immeubles (écoles, salle des fêtes,...), petite activité économique (auberges, chambre d'hôte, hôtels, restaurant,...), autres activités économiques sous conditions.
- La nature des installations éligibles : les installations des habitations construites avant 1996, que la collectivité compétente estime « absente » ou « présentant un danger pour la santé des personnes » ou « présentant un risque avéré de pollution de l'environnement » au sens de l'arrêté contrôle du 27 avril 2012.
- Les modalités d'attribution des aides de l'Agence de l'eau à la CAD. Sur la base d'un dossier présentant la situation du parc territorial éligible, l'agence de l'eau déterminera une aide globale à la CAD sous la forme d'une enveloppe maximale qu'elle mettra à disposition pour attribuer les aides à chaque particulier. Ces aides financières seront débloquées au fur et à mesure des dossiers instruits et déposés par la CAD au maximum 4 fois par an. A chaque dépôt, l'agence établira une convention d'aide financière avec la CAD et versera les aides correspondantes.
- Les modalités d'attribution des aides individuelles aux particuliers. Chaque particulier devra transmettre à la CAD un dossier de demande d'aide. Les travaux ne devront démarrer avant l'aide prévisionnelle notifiée au particulier par la CAD.
- Les modalités de calcul des aides : l'aide attribuée est une aide forfaitaire globale pour les études et les travaux, d'un montant de 3000 € par installation réhabilitée. Si n habitations sont regroupées sur une installation, le forfait est appliqué n fois (idem pour un immeuble d'habitation comportant n appartements) avec un plafond correspondant à 3 fois le forfait, soit 9000 €.

Il est précisé que la Communauté d'Agglomération Dracénoise ne percevra aucune aide de l'Agence de l'eau pour la réalisation des tâches décrites dans la convention de mandat.

Néanmoins, la CAD pourra solliciter l'Agence de l'eau pour une mission complémentaire d'animation-coordination afin de percevoir des subventions relatives aux activités du SPANC menées dans ce sens.

En conséquence et au vu de l'avis de la commission Hygiène salubrité en date du 6 octobre 2014, il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver ces dispositions et d'autoriser Monsieur le

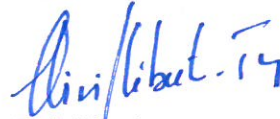
Président:

- à solliciter les subventions auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, pour le financement des travaux de mise en conformité des installations d'assainissement non collectif, et à signer la convention de mandat afférente, jointe à la présente délibération, permettant la mise en œuvre de ce dispositif, dès la prise de compétence effective pour la Communauté d'agglomération ;
- à solliciter les subventions auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, pour la mission d'animation-coordination assurée par le SPANC ;
- à signer tout document nécessaire à ces différentes dispositions.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le lundi 13 octobre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.

**Convention de mandat relative à l'attribution et au versement des
aides à la réhabilitation des systèmes d'assainissement non
collectifs attribuées aux particuliers maîtres d'ouvrage**

Entre

La collectivité exerçant la compétence assainissement non collectif _____,
représentée par _____, en tant que Maire/Président, agissant en vertu de la
délibération du _____, désignée ci-après par « la collectivité compétente »,

d'une part,

et

l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse, Établissement Public de l'État à caractère
administratif, représentée par Monsieur Martin GUESPEREAU, Directeur général, agissant
en vertu des délibérations n° 2009 du Conseil d'Administration du 03 décembre 2009,
désignée ci-après par « l'Agence »,

d'autre part,

- Vu l'article R.213-32- I du code de l'environnement,
- Vu le 10^{ème} programme d'intervention de l'Agence de l'eau,

IL A ÉTÉ ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le mandat donné par l'Agence à la collectivité
compétente pour assurer l'attribution et le versement des aides de l'Agence de l'Eau aux
particuliers maîtres d'ouvrages sollicitant une subvention dans le domaine de la réhabilitation
de l'assainissement non collectif.

La collectivité compétente ne perçoit aucune aide de l'Agence pour la réalisation des tâches
décrites dans la présente convention.

Tenue le : 17 OCT. 2014
au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 Mars 1992.

ARTICLE 2 – BÉNÉFICIAIRES DES AIDES

Les particuliers maîtres d'ouvrage des études à la parcelle et des travaux de réhabilitation sur leur installation d'assainissement non collectif ont vocation à bénéficier des subventions de l'Agence de l'Eau. Les collectivités maîtres d'ouvrage d'immeubles (écoles, salle de fêtes, toilettes sèches publiques...), ainsi que les petites activités économiques (auberges, chambres d'hôte, hôtels, restaurants...) sont éligibles au même titre que les particuliers et selon les mêmes modalités. Pour les activités économiques, l'aide sera attribuée dans le cadre du règlement européen d'exemption de *minimis*¹.

ARTICLE 3 – ATTRIBUTION DES AIDES

3-1 Conditions d'intervention

La réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectifs est financée dans le cadre de démarches groupées portées par la collectivité compétente (SPANC).

Sont éligibles les installations des habitations construites avant 1996, que la collectivité compétente estime « absentes » ou « présentant un danger pour la santé des personnes » ou « présentant un risque avéré de pollution de l'environnement » au sens de l'arrêté contrôle du 27 avril 2012.

L'agence doit être informée et saisie d'une demande d'aide formelle dès qu'un projet est envisagé. Sauf accord écrit préalable, la demande d'aide doit intervenir avant le démarrage des travaux considérés.

3-2 Attribution de l'aide globale à la collectivité compétente mandataire

Suite au diagnostic des dispositifs, la collectivité compétente recense les particuliers volontaires pour la réhabilitation parmi ceux disposant d'une installation éligible. La collectivité compétente dépose une demande d'aide à l'Agence sur cette base.

Le dossier de demande d'aide présenté par la collectivité compétente doit comporter à minima :

- les conclusions du schéma d'assainissement des communes de la collectivité compétente ainsi que la délibération adoptant le zonage d'assainissement,
- une synthèse du diagnostic réalisé par la collectivité compétente, mettant en évidence le nombre de particuliers disposant d'une installation éligible,
- un échéancier des opérations de réhabilitation (dans le cas où la collectivité compétente, au vu de la taille importante de son parc de dispositifs, compte présenter plusieurs tranches de réhabilitation par exemple),
- la présente convention de mandat ratifiée,
- le nombre de particuliers volontaires pour la réhabilitation, parmi les particuliers éligibles.

¹ Le bénéficiaire devra attester que le montant cumulé des aides publiques perçues sur une période de trois exercices fiscaux et qualifiées de *de minimis* n'excède pas 200 000 euros. La période de trois ans prise comme référence doit être appréciée sur une base glissante, de sorte que, pour chaque nouvelle aide *de minimis* octroyée, il y a lieu de déterminer le montant total des aides *de minimis* accordées au cours de l'exercice fiscal concerné, ainsi qu'au cours des deux exercices fiscaux précédents.

L'Agence détermine par application du montant d'aide forfaitaire le montant maximum des aides pouvant être attribuées aux particuliers.

Sur cette base, l'Agence attribue, par décision de la commission des aides ou de son Directeur, une aide globale à la collectivité compétente. Cette aide constitue une enveloppe maximale mise à disposition de la collectivité compétente pour attribuer les aides à chaque particulier.

3-3 Attribution des aides individuelles aux particuliers par la collectivité compétente mandataire

La collectivité compétente assure, pour le compte de l'Agence, la réception et l'instruction des dossiers de demande d'aide.

Chaque particulier doit transmettre à la collectivité compétente un dossier comprenant le mandat (conforme au modèle joint en annexe 1) donné à la collectivité compétente pour percevoir, pour son compte, l'aide de l'Agence et dans lequel il s'engage à rembourser à la collectivité compétente la subvention perçue en cas de non-respect de ses obligations.

Dans la limite de l'enveloppe décidée pour son territoire, la collectivité compétente notifie à chaque particulier le montant de l'aide prévisionnelle, l'autorise à démarrer les travaux et lui précise les dates butoirs de démarrage, d'achèvement des travaux et de transmission des pièces justificatives pour le versement de l'aide.

Au terme des travaux, chaque particulier doit transmettre à la collectivité compétente les factures de l'étude et des travaux.

La collectivité compétente dispose de 2 ans, à compter de la décision d'aide de l'Agence, pour transmettre à l'agence les pièces justificatives correspondant à une première liste de travaux. La date butoir d'achèvement de l'ensemble des travaux et de transmission des pièces justificatives doit être comprise dans le délai de 4 ans qui suit la décision d'aide globale de l'Agence.

3-4 Modalités de calcul des aides

L'aide attribuée est une aide forfaitaire globale pour les études et les travaux, d'un montant de 3 000 € par installation réhabilitée. Si n habitations sont regroupées sur une installation, le forfait est appliqué n fois. Idem pour un immeuble comportant n appartements. Dans ces cas de regroupement, l'aide de l'agence est plafonnée à 3 forfaits, soit à 9 000 €.

Si le montant de la dépense du particulier est inférieur au montant du forfait, l'aide est plafonnée au montant de la dépense. Cette règle de plafonnement s'effectue sur le montant de la dépense TTC sauf si le bénéficiaire récupère la TVA.

ARTICLE 4 - CONVENTIONNEMENT FINANCIER ET VERSEMENT DES AIDES DE L'AGENCE DE L'EAU A LA COLLECTIVITE

Au fur et à mesure de la réalisation des travaux par les particuliers et au maximum 4 fois par an, la collectivité compétente établit la liste des maîtres d'ouvrage ayant achevé les travaux (conforme au modèle joint en annexe 2), précisant pour chaque particulier inscrit nominativement dans la convention d'aide financière :

- la date du mandat donné à la collectivité compétente pour percevoir et lui reverser l'aide de l'Agence
- les données techniques (nombre de pièces principales et nature de l'installation)
- le montant des travaux réalisés et justifiés (étude à la parcelle et travaux)
- le montant de l'aide mandatée **ou à mandater** par la collectivité compétente à chaque particulier

Dès réception de ces éléments, l'Agence établit une convention d'aide financière et verse la totalité des aides pour les particuliers concernés. Cette convention d'aide financière précise, pour chaque opération :

- le nom du maître d'ouvrage,
- l'objet de l'opération aidée par l'agence de l'eau,
- le montant de l'étude et des travaux
- le montant de l'aide.

La convention financière précise également que la collectivité compétente s'engage à reverser l'intégralité des aides aux particuliers.

La collectivité compétente rembourse à l'Agence les sommes reversées par les maîtres d'ouvrage en cas de non-respect de leurs obligations.

ARTICLE 5 - VERSEMENT DES AIDES PAR LA COLLECTIVITE COMPETENTE AUX MAITRES D'OUVRAGE

Sans attendre le versement de l'aide de l'agence, la collectivité compétente peut verser des acomptes aux maîtres d'ouvrage au fur et à mesure de l'avancement des opérations. Si le montant des acomptes versés par la collectivité compétente s'avère supérieur au montant recalculé au solde, la collectivité compétente demande le remboursement du trop versé au maître d'ouvrage.

La collectivité compétente s'engage à n'exercer pour son propre compte aucune retenue ni compensation sur les aides qu'il lui appartient de verser aux maîtres d'ouvrage concernés.

ARTICLE 6 - SUIVI DE L'EXECUTION DES CONVENTIONS D'AIDE FINANCIERE ET SOLDE ADMINISTRATIF DE L'AIDE

Dans un délai de 6 mois à compter du mandatement de l'aide à la collectivité par l'agence, la collectivité justifie à l'Agence le reversement de la totalité des aides aux maîtres d'ouvrage. Le justificatif prend la forme du bilan détaillé fourni pour le versement du solde (annexe 3) mentionnant pour chaque particulier le montant du mandat et la date de mandatement de l'aide. Ce bilan détaillé est visé par le Comptable Public de la collectivité.

En cas de non justification du reversement dans le délai prévu, l'Agence se fait rembourser l'aide versée.

La collectivité tient à disposition de l'Agence, pour une durée de 10 ans, le dossier de chaque particulier maître d'ouvrage ayant bénéficié d'une aide de l'Agence, et contenant les différents documents établis ainsi que les pièces justificatives (factures notamment).

L'Agence pourra demander au maître d'ouvrage ou à la Collectivité, pour chaque opération, le détail des justificatifs de solde (factures). Elle a, de même, la possibilité de contrôler auprès des maîtres d'ouvrage la réalité et l'efficacité des travaux réalisés avec ses aides ainsi que le respect des conditions d'aide qui lui sont attachées.

ARTICLE 7 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée nécessaire à la mise en œuvre de l'opération groupée de réhabilitation de l'ANC à **condition toutefois que la décision d'aide globale de l'Agence, prévue à l'article 3, soit prise avant le terme du 10^{ème} programme.**

Elle peut toutefois être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties. La demande de résiliation doit être présentée au plus tard le 31 octobre pour être effective au 31 décembre. La résiliation du contrat entraîne le solde de chaque convention d'aide financière en cours.

Les litiges qui peuvent intervenir à l'occasion de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Lyon.

A Lyon, le,
le.....

A,

Le Directeur général de l'Agence de l'eau
Rhône-Méditerranée et Corse,

le Maire / le Président
de « *la collectivité compétente* »,